3

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 31 octobre 1951, d'une demande d'avis

1° sur un projet d'arrêté royal "réglant les modalités d'application de l'article 9 de la loi relative au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands";

2° sur un projet d'arrêté royal "réglant l'exécution de l'article 21 de la loi du 14 juillet 1951 relative au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands";

3° sur un projet d'arrêté royal "réglant l'exécution de l'article 29 de la loi du 14 juillet 1951 relative au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands",

a donné en sa séance du 27 novembre 1951 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 31e October 1951 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen

1° over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de toepassingsmodaliteiten van artikel 9 der wet betreffende de sequestratie en de liquidatie van de Duitse goederen, rechten en belangen";

2° over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de uitvoering van artikel 21 der wet van 14 Juli 1951 betreffende de sequestratie en de liquidatie van de Duitse goederen, rechten en belangen";

3° over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de uitvoering van artikel 29 der wet van 14 Juli 1951 betreffende de sequestratie en de liquidatie van de Duitse goederen, rechten en belangen",

heeft ter zitting van 27 November 1951 het volgend advies gegeven :

I.

Le Conseil d'Etat est d'avis que les trois projets d'arrêtés royaux doivent être fusionnés de façon telle qu'un seul arrêté exécute la loi du 14 juillet 1951.

II.

L'article 1er du projet d'arrêté royal réglant l'exécution de l'article 21 dispose que "s'il y a plusieurs intéressés, la demande portera élection d'un seul domicile dans le Royaume où seront valablement adressées toutes communications, significations ou notifications quelconques".

Ce projet exige ainsi que, préalablement à la demande de mainlevée, les divers intéressés s'entendent entre eux pour agir. Rien dans la loi ne permet d'exiger ce concours préalable. Le Conseil d'Etat est d'avis que cette disposition doit être omise.

III.

L'article 4 du même projet ne fait que reprendre le texte de la loi et peut, dès lors, être omis, de même que la référence à l'article 3 de l'arrêté-loi du 23 août 1944 qui est reprise dans l'article 3 du même projet.

IV.

L'observation II doit être faite également en ce qui concerne le projet d'arrêté royal réglant l'exécution de l'article 29 de la loi.

V.

L'article 3 de ce projet dispose que l'intéressé a un recours devant le président du tribunal de première instance compétent statuant comme en matière de référé.

Ce faisant, le projet entend appliquer l'article 28, § 2, de la loi.

En disposant dans le dernier alinéa de l'article 29 que l'article 28, § 2, est applicable, le législateur a entendu rendre le président du tribunal compétent pour statuer sur le recours en mainlevée, et en donnant au Roi le soin de régler les conditions d'application de l'article 29, le législateur a entendu lui confier le soin d'apporter à l'article 28, § 2, les adaptations indispensables à son application.

Le projet devrait, dès lors, indiquer quel sera le président compétent "ratione loci".

Pour répondre aux intentions du législateur et à celles du Gouvernement, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y a lieu de rendre compétent le président du tribunal dans le ressort duquel se trouve le bien sous séquestre et, s'il existe des biens dans divers ressorts, de rendre compétent le président du tribunal de première instance de Bruxelles.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le projet appelle des observations de forme dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après.

ARRETE ROYAL PRIS EN EXECUTION DE LA LOI DU 14 JUILLET 1951 RELATIVE AU SEQUESTRE ET A LA LIQUIDATION DES BIENS, DROITS ET INTERETS ALLEMANDS.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 24 juillet 1921 relative à la dépossession involontaire des titres au porteur;

Vu la loi du 14 juillet 1951 relative au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands, notamment les articles 9, 21 et 29;

Vu l'arrêté royal du 4 novembre 1921 relatif à la dépossession involontaire des titres au porteur de la Dette publique directe et indirecte et des titres qui leur sont assimilés;

Vu l'arrêté du Régent du 17 janvier 1949 relatif à l'annulation des titres belges au porteur non déclarés;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

.../...

CHAPITRE 1er. - DES MODALITES D'APPLICATION DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI.

Article 1er.-

Pour l'application de l'article 9 de la loi du 14 juillet 1951, l'Office des séquestres signifie opposition sur les titres des sociétés ayant leur siège social en Belgique ou au Congo belge, ainsi que sur les titres de la Dette publique directe et indirecte et assimilés qui font l'objet de l'arrêté royal du 4 novembre 1921, par l'envoi simultané à l'Office national des valeurs mobilières et à la société ou à l'administration émettrice, d'une lettre recommandée à la poste indiquant le nombre, la nature, la valeur nominale, les numéros par ordre ascendant, le dernier coupon attaché et, s'il y a lieu, la série des titres faisant l'objet du séquestre.

Article 2.-

L'Office national des valeurs mobilières publie sans frais au Bulletin des oppositions la désignation et les numéros des titres, en regard desquels figure la majuscule "S" distinctive.

Article 3.-

Les jugements et ordonnances de mainlevée sont communiqués, sous pli recommandé à la poste, par l'Office des séquestres à l'Office national des valeurs mobilières qui en assure la publication au Bulletin des oppositions et avise de l'exécution de cette mesure chacune des sociétés ou administrations émettrices intéressées.

.../...

Article 4.-

Lorsque le tribunal de première instance compétent ou, selon le cas, le président de ce tribunal, aura constaté que les titres primitifs ont perdu toute valeur et aura ordonné l'attribution de leur duplicata ou de leur équivalent avec désignation de tous les arriérés et droits y afférents à l'Office des séquestres, ce dernier adressera, sous pli recommandé à la poste, un extrait du jugement ou de l'ordonnance à l'Office national des valeurs mobilières ainsi qu'à chacune des sociétés et administrations émettrices intéressées.

Article 5.-

Les titres primitifs ayant perdu toute valeur resteront publiés comme tels au Bulletin des oppositions pendant une période de dix années à compter de la date du premier Bulletin récapitulatif des oppositions paraissant après la réception de l'envoi recommandé visé à l'article 4.

Ce délai peut être réduit à cinq ans pour les titres ayant fait l'objet de l'échange prévu à l'article 2 de l'arrêté du Régent du 17 janvier 1949.

CHAPITRE II. - DES MODALITES D'APPLICATION DE L'ARTICLE 21 DE LA LOI .

Article 6.-

Quiconque désire obtenir la mainlevée prévue

.../...

à l'article 21 de la loi du 14 juillet 1951 doit en faire la demande à l'Office des séquestres par lettre recommandée à la poste et adressée au siège de l'Office à Bruxelles.

Cette demande doit être accompagnée de l'offre dont il est question à cet article 21.

Article 7.-

Si l'Office accepte l'offre, la mainlevée n'est donnée qu'après paiement des sommes offertes ou constitution de garanties suffisantes.

Article 8.-

Lorsque l'Office n'accepte pas l'offre faite, il notifie au requérant son refus par lettre recommandée à la poste et l'avertit qu'il a trois mois à dater de l'envoi de cette lettre pour introduire l'action en mainlevée, faute de quoi il sera procédé à la liquidation des biens mis sous séquestre.

A l'expiration de ces trois mois, l'offre est considérée comme non avenue.

.../...

CHAPITRE III. DES MODALITES D'APPLICATION DE L'ARTICLE 29 DE LA LOI.

Article 9.-

Quiconque désire obtenir la mainlevée prévue à l'article 29 de la loi du 14 juillet 1951 doit en faire la demande à l'Office des séquestres par lettre recommandée à la poste et adressée au siège de l'Office à Bruxelles.

Cette demande doit être accompagnée de l'offre dont il est question à cet article 29.

Article 10.-

Si l'Office accepte l'offre, la mainlevée n'est donnée qu'après paiement des sommes offertes ou constitution de garanties suffisantes.

Article 11.-

Lorsque l'Office n'accepte pas l'offre faite, il notifie au requérant son refus par lettre recommandée à la poste et l'avertit qu'il a trois mois à dater de l'envoi de cette lettre pour introduire l'action en mainlevée, faute de quoi il sera procédé à la liquidation des biens mis sous séquestre.

A l'expiration de ces trois mois, l'offre est considérée comme non avenue.

Article 12.-

L'action en mainlevée est introduite devant le président du tribunal de première instance dans le ressort duquel se trouve le bien sous séquestre.

S'il existe des biens dans les ressorts de divers tribunaux, le président du tribunal de première instance de Bruxelles est compétent.

Article 13.-

La mainlevée s'opère conformément aux articles 4 et 5 de l'arrêté-loi du 13 janvier 1947 relatif à la levée du séquestre portant sur les biens appartenant à certains ressortissants de pays ennemis.

CHAPITRE IV. DISPOSITIONS FINALES.

Article 14.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 15.-

Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre des Finances et Notre Ministre des Colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

Le Ministre des Finances,

Le Ministre des Colonies,

I.

De Raad van State adviseert de drie ontwerpen van koninklijke besluiten samen te voegen, zodat in de uitvoering van de wet van 14 Juli 1951 door een enkel besluit wordt voorzien.

II.

Artikel 1 van het ontwerp van koninklijk besluit tot regeling van de uitvoering van artikel 21 bepaalt : "Als er verschillende belanghebbenden zijn, zal de aanvraag de keuze inhouden van een enkel domicilie in het Rijk, naar hetwelk alle eender welke mededelingen,betekeningen en aanzeggingen geldig zullen worden gezonden ".

Dit ontwerp eist dus dat de verschillende belanghebbenden vóór de vordering tot opheffing met elkaar in overleg treden om de vordering in te stellen. Voor zodanige eis is in de wet nergens een grond voorhanden. De Raad van State adviseert, deze bepaling weg te laten.

III.

Artikel 4 van hetzelfde ontwerp is eenvoudig een herhaling van de tekst der wet en kan derhalve wegvallen envenals, in artikel 3 van hetzelfde ontwerp, de verwijzing naar artikel 3 van de besluitwet van 23 Augustus 1944.

.../...

IV.

Opmerking II geldt ook ten aanzien van het ontwerp van koninklijk besluit tot regeling van de uitvoering van artikel 29 van de wet.

V.

Artikel 3 van dat ontwerp bepaalt, dat de belanghebbende in beroep kan komen bij de voorzitter van de bevoegde rechtbank van eerste aanleg, die uitspraak doet als in kort geding.

Aldus wil het ontwerp artikel 28, § 2, van de wet toepassen.

Wanneer de wetgever in het laatste lid van artikel 29 bepaalde dat artikel 28, § 2, van toepassing is, heeft hij de voorzitter van de rechtbank willen bevoegd maken om over het beroep tot opheffing uitspraak te doen; wanneer hij aan de Koning de zorg liet om de voorwaarden van de toepassing van artikel 29 te regelen, heeft hij bedoeld hem de zorg op te dragen van de aanpassingen die in artikel 28, § 2, moeten aangebracht worden om de uitvoering er van mogelijk te maken.

Het ontwerp zou derhalve moeten aangeven welke voorzitter "ratione loci" bevoegd zal zijn.

De Raad van State is van advies dat, volgens de bedoeling van wetgever en Regering, als bevoegd moet worden aangewezen de voorzitter van de rechtbank

.../...

binnen het rechtsgebied waarvan het gesequestreerde goed zich bevindt of, indien zich binnen verschillende rechtsgebieden zulke goederen bevinden, de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel.

\+

\+ \+

Voor het overige zijn bij het ontwerp een aantal opmerkingen over de vorm te maken; in de onderstaande tekst is daarmede rekening gehouden.

KONINKLIJK BESLUIT GENOMEN TER UITVOERING VAN DE WET VAN 14 JULI 1951 BETREFFENDE DE SEQUESTRATIE EN DE LIQUIDATIE VAN DE DUITSE GOEDEREN, RECHTEN EN BELANGEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 24 Juli 1921 betreffende de ongewilde buitenbezitstelling van de titels aan toonder ;

Gelet op de wet van 14 Juli 1951 betreffende de sequestratie en de liquidatie van de Duitse goederen, rechten en belangen, namelijk op de artikelen 9, 21 en 29 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 November 1921 betreffende de ongewilde buitenbezitstelling van de titels aan toonder der rechtstreekse en onrechtstreekse Openbare Schuld en van daarmede gelijkgestelde titels ;

.../...

Gelet op het besluit van de Regent van 17 Januari 1949 betreffende het van onwaarde maken van de niet aangegeven Belgische effecten aan toonder ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie Onze Minister van Financiën en Onze Minister van Koloniën

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I. - WIJZE VAN TOEPASSING VAN ARTIKEL 9 DER WET.

Artikel 1.-

Voor de toepassing van artikel 9 van de wet van 14 Juli 1951, betekent de Dienst van het sequester verzet op de effecten der vennootschappen met maatschappelijke zetel in België of Belgisch-Congo, alsmede op de effecten der directe en indirecte Openbare Schuld en de daarmede gelijkgestelde effecten bedoeld bij het koninklijk besluit van 4 November 1921, door gelijktijdig aan het Nationaal Kantoor voor roerende waarden en aan de emitterende vennootschap of administratie toe te zenden een ter post aangetekende brief met opgave van aantal, aard, nominale waarde, de nummers in opgaande volgorde, de laatste aangehechte coupen en, bij voorkomend geval, de reeks van de gesequestreerde effecten.

Artikel 2.-

Het Nationaal Kantoor voor roerende waarden publiceert zonder kosten, in het Bulletin der verzetaantekeningen, de aanduiding en de nummers der effecten, met daarnaast ter onderscheiding de hoofdletter "S".

.../...

Artikel 3.-

De vonnissen en bevelschriften van opheffing worden onder ter post aangetekend omslag door de Dienst van het sequester medegedeeld aan het Nationaal Kantoor voor roerende waarden, dat ze in het Bulletin der verzetaantekeningen laat verschijnen en elke betrokken emitterende vennootschap of administratie in kennis stelt van de tenuitvoerlegging van die maatregel.

Artikel 4.-

Wanneer de bevoegde rechtbank van eerste aanleg of, al naar het geval, de voorzitter van die rechtbank vastgesteld heeft dat de oorspronkelijke effecten waardeloos geworden zijn en bevolen heeft het duplicaat er van of het equivalent, met aanduiding van al de er mede verband houdende achterstallen en rechten, aan de Dienst van het sequester toe te kennen, stuurt de Dienst onder ter post aangetekend omslag een uittreksel uit het vonnis of uit het bevelschrift aan het Nationaal Kantoor voor roerende waarden en aan elke betrokken emitterende vennootschap of administratie.

Artikel 5.-

De waardeloos geworden oorspronkelijke effecten blijven in het Bulletin der verzetaantekeningen als zodanig gepubliceerd gedurende een periode van tien jaar te rekenen van de datum van het eerste samenvattend Bulletin der verzetaantekeningen dat na de ontvangst van de in artikel 4 bedoelde aangetekende verzending verschijnt.

Die termijn mag echter tot vijf jaar worden verminderd voor al de effecten die het voorwerp geweest zijn van de ruiling bedoeld bij artikel 2 van het besluit van de Regent van 17 Januari 1949.

.../...

HOOFDSTUK II.- WIJZE VAN TOEPASSING VAN ARTIKEL 21 DER WET

Artikel 6.-

Al wie de opheffing bedoeld in artikel 21 van de wet van 14 Juli 1951 wil bekomen, moet daarom bij de Dienst van het sequester aanvraag doen bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de zetel van de Dienst te Brussel.

Bij die aanvraag moet worden gevoegd het aanbod waarvan sprake in dat artikel 21.

Artikel 7.-

Neemt de Dienst het aanbod aan, dan wordt de opheffing enkel verleend na betaling van de aangeboden sommen of het stellen van voldoende zekerheid.

Artikel 8.-

Wanneer de Dienst het aanbod niet aanneemt, geeft hij de verzoeker bij een ter post aangetekende brief kennis van zijn weigering en verwittigt hij hem dat hij beschikt over drie maanden, te rekenen van het verzenden van die brief, om een vordering tot opheffing in te stellen, en dat zoniet tot de liquidatie van de gesequestreerde goederen zal worden overgegaan.

Na verloop van die drie maanden wordt het aanbod als ongedaan beschouwd.

.../...

HOOFDSTUK III.- WIJZE VAN TOEPASSING VAN ARTIKEL 29 DER WET

Artikel 9.-

Al wie de opheffing bedoeld in artikel 29 van de wet van 14 Juli 1951 wil bekomen, moet daarom aan de Dienst van het sequester aanvraag doen bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de zetel van de Dienst te Brussel.

Bij die aanvraag moet worden gevoegd het aanbod waarvan sprake in dat artikel 29.

Artikel 10.-

Neemt de Dienst het aanbod aan, dan wordt de opheffing enkel verleend na betaling van de aangeboden sommen of het stellen van voldoende zekerheid.

Artikel 11.-

Wanneer de Dienst het aanbod niet aanneemt, geeft hij de verzoeker bij een ter post aangetekende brief kennis van zijn weigering en verwittigt hij hem dat hij beschikt over drie maanden, te rekenen van het verzenden van die brief, om een vordering tot opheffing in te stellen, en dat zoniet tot de liquidatie van de gesequestreerde goederen zal worden overgegaan.

Na verloop van die drie maanden wordt het aanbod als ongedaan beschouwd.

.../...

Artikel 12.-

De vordering tot opheffing wordt ingesteld bij de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg binnen het rechtsgebied waarvan het gesequestreerde goed zich bevindt.

Zo zich binnen het rechtsgebied van verschillende rechtbanken goederen bevinden, is de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel bevoegd.

Artikel 13.-

De opheffing geschiedt overeenkomstig de artikelen 4 en 5 van de besluitwet van 13 Januari 1947 betreffende de opheffing van de sequestratie slaande op de aan sommige onderhorigen van vijandelijke landen toebehorende goederen.

HOOFDSTUK IV.- SLOTBEPALINGEN.

Artikel 14.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

.../...

Artikel 15.-

Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Financiën en Onze Minister van Koloniën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Justitie,

De Minister van Financiën,

De Minister van Koloniën,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	J.SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
	M.SOMERHAUSEN, G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	J.VAUTHIER, F.DUCHENE,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister

des Finances.
van Financiën.

Le 1951.

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.